"1682c. Doivent être imprimés en français et en anglais les billets des voyageurs, les bulletins d'enregistrement des bagages, les imprimés pour lettres de voiture, connaissements, dépêches télégraphiques, feuilles, et formules des contrats, faits, fournis ou délivrés par une compagnie de chemin de fer, de navigation, de télégraphe, de téléphone, de transport, et de messageries ou d'énergie électrique, ainsi que les avis ou règlements affichés dans ses gares, voitures, bateaux, bureaux, usines ou ateliers.

"1682d. Toute contravention par une compagnie de chemin de fer, de navigation, de télégraphe, de téléphone, de transport, de messageries ou d'énergie électrique, faisant affaires en cette province, à une des dispositions de l'article précédent, sera punie d'une amende n'excédant pas vingt piastres, sans préjudice du recours pour dommages."

Ce projet de loi, par lui-même, oblige les compagnies d'utilités publiques, compagnies de chemin de fer, de navigation, de télégraphe, etc., à imprimer toutes leurs formules et leurs contrats en français et en anglais. C'était là une fière revendication des droits de ses compatriotes de langue française dans cette province bilingue.

M. Gouin, timoré comme toujours, n'osa pas combattre ouvertement le bill, mais le fit traitreusement tuer au Conseil législatif.

Mais Lavergne qui est un preux, s'écria : "Je saurai sortir de l'ombre où ils se cachent ceux qui ont honte de leur race et je présenterai mon bill d'année en année, jusqu'à ce qu'il passe."

Il revint à la charge en 1910 et força enfin le gouvernement à laisser adopter ce projet de loi basé sur les principes élémentaires de la justice.

II

LA PROVINCE DOIT A L'OPPOSITION LA LOI RELATIVE AUX HEURES DE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS DANS CERTAINES MANUFACTURES.

Ouvriers, rappelez-vous-en. — Ce n'est que poussé dans les reins par M. Plante, député de Beauharnois, que le gouvernement se décida à agir.

Dès la première session du parlement, M. Plante, le vaillant